

En prélude aux élections des bureaux des conseils locaux/Etats des lieux (suite)/Port-Gentil

Trois candidats "Pdgistes" pour un fauteuil ?



Le maire sortant de Port-Gentil, Bernard Aperano...



... Gabriel Tchango...



... et Richard Sylong. Trois candidats parmi lesquels le PDG devra trancher prochainement pour prendre la tête de la commune de Port-Gentil.

Jonas OSSOMBEY
Libreville/Gabon

L'élection du nouveau bureau du conseil municipal de la cité pétrolière sera au centre de toutes les attentions des militants du Parti démocratique gabonais (PDG) de cette localité ces derniers jours. Non plus que, comme par le passé, la bataille va les opposer aux candidats du camp d'en face, les résultats du 6 octobre 2018 leur ayant donné une majorité écrasante de conseillers municipaux. Cette fois tout devra se jouer entre "camarades" de la même chapelle politique. D'ailleurs, certains noms ont déjà commencé à circuler, à savoir Gabriel Tchango, Bernard Aperano et Richard Sylong. D'où l'importance de l'arbitrage des instances du parti siégeant à Louis.

L'EPOQUE où l'élection du maire de la commune de

Port-Gentil tenait le pays en haleine est derrière nous. Beaucoup d'eau ayant coulé sous le pont, la capitale économique du pays n'incarne plus depuis belle lurette, la frondeuse qu'elle était dans les années 1990 et au début 2000. Finis les alliances aux couteaux, les compromissions et autres achats de conseillers de tous bords pour le contrôle de la cité. L'opposition, en totale déshérence, a du mal à retrouver ses marques dans ce qui a été longtemps son bastion. La faute, en partie, à un parti au pouvoir, le PDG, qui est devenu au fil du temps le nouveau maître à jouer à la fois dans cette ville que sur l'ensemble de cette province. L'élection du maire de cette commune sera donc encore une affaire de "Pdgistes". Dans cette optique, trois noms reviennent avec insistance. Il s'agit de Gabriel

Tchango, Bernard Aperano et Richard Sylong. C'est finalement le parti qui devra décider lequel des «camarades» sera choisi pour succéder à Bernard Aperano, dont l'ambition de poursuivre n'est un secret pour personne, du moins chez les Portgentillais. Maire sortant, Aperano est donc candidat à sa propre succession. Il compte sur une toile tissée pendant cinq ans à la tête du conseil municipal. L'objectif affiché de longue date étant de remplir. C'est vrai, il n'aura pas été épargné par un contexte économique morose. La crise pétrolière ayant plombé tout le tissu social, au point d'avoir accru le chômage. La fermeture du camp militaire français de Port-Gentil, marquée par le départ massif des militaires français, n'était pas de nature à rassurer les populations qui broyaient déjà du noir. Sous son magistère, parfois à son corps défendant, la

ville de Port-Gentil aura donné l'impression d'avoir touché le fond. C'est vrai, les griefs à son encontre sont nombreux. Pourtant, ce ne sont pas les arguments de défense, en rapport avec des causes exogènes, qui lui manquent. Cela suffira-t-il aux "Pdgistes" qui ont la décision de porter sa candidature ? Pas si sûr. Comme en politique, il est toujours prudent de se garder certaines certitudes, autant considérer qu'il a ses chances. L'autre nom qui revient sans cesse est celui de l'ancien ministre des Eaux et forêts, Gabriel Tchango. Pour beaucoup d'observateurs, il apparaît clairement que le favori, c'est lui. D'aucuns allant jusqu'à interpréter le désistement de son fils, Marc Tchango, au deuxième tour des législatives de 2018, comme une sorte d'entente devant lui permettre d'accéder à la tête de l'Hôtel Ville. La

donne a-t-elle changé ? Car, même si la liste du PDG, qu'il conduisait, a largement remporté le scrutin au troisième arrondissement, il n'empêche que certains "Pdgistes" «influents» ont la dent dur. N'ayant toujours pas digéré le comportement de cet ancien «indépendant» qui leur en a fait voir de toutes les couleurs par le passé. D'ailleurs, un front aurait vu le jour parmi eux pour barrer la route à ce personnage à qui beaucoup reprochent son autonomie. Pourtant, au regard de sa trajectoire, il est sans nul doute de ceux qui pourraient impulser une dynamique à cette ville empêtrée dans la crise économique. Ces dernières semaines, à la surprise générale, le nom de Richard Sylong est venu bousculer toutes les analyses. L'ancien élu au Palais Léon-Mba serait le porte-flambeau d'une certaine génération dont la

mission est de faire barrage à l'ambition de Gabriel Tchango. Il est au chômage «politique» depuis qu'il a dû céder son siège de député du premier arrondissement de la commune à l'actuel ministre du Pétrole, Pascal Houangni Ambourouet. Selon une certaine logique de rotation dans la gestion de la mairie centrale par arrondissement, ses «parains» estiment que c'est au tour de cet ancien membre du gouvernement, issu du premier arrondissement, de prendre la main. Les autres candidats en lice étant tous les deux du troisième arrondissement de Port-Gentil. Dans tous les cas, la décision des instances du parti au pouvoir, formation où la discipline est de rigueur dans ce genre de circonstance, est attendue pour savoir qui va présider aux destinées de la capitale économique du Gabon pendant les cinq prochaines années.

Akanda

La commune aux mains du parti au pouvoir

Martina ADA METOULE
Libreville/Gabon

Au regard des résultats engrangés par le Parti démocratique gabonais (PDG), tout porte à croire que la mairie centrale et même celles des deux arrondissements seront dirigées par les élus issus de cette formation politique.

SELON les résultats des élections locales rendus publics par le Conseil d'Etat, le Parti démocratique gabonais (PDG) s'en sort avec le plus grand nombre d'élus. C'est dire que la principale formation politique de la majorité, au regard de sa moisson, devra gérer la mairie centrale de la commune d'Akanda, tout comme celles des arrondissements de ladite localité, au nombre de deux. Ainsi, Même si aucune loi n'y oblige, des spéculations vont bon train, que le prochain édile de cette commune pourrait être choisi parmi les élus ayant



Le président du Conseil municipal sortant, Michel Sézalory (c).



La fête de liste Marie-Thérèse Vane entourée de quelques élus lors de la dernière campagne électorale.

conduit les listes du PDG, respectivement au premier et au deuxième arrondissements. Il s'agit notamment de Marie-Thérèse Vane (1er arrondissement de la commune avec 13 conseillers élus) et Chantal Christiane Sino (2e arrondissement avec 15 élus). Tout comme le parti au pouvoir pourra bien sortir de son chapeau un autre élu, parmi ses 26 conseillers. Surtout que lors de la campagne électorale (même au lendemain du

scrutin), d'aucuns se sont distingués par leur dynamisme sur le terrain et leur proximité avec les populations. Même si à côté de la majorité obtenue par le PDG, des forces comme la coalition Rassemblement Héritage et Modernité (RHM)/Union nationale (UN) ont pu avoir onze (11) élus, à raison de trois (3) au 1er arrondissement et huit (8) au 2e. Ou les indépendants et le Parti pour le développement et la solidarité sociale (PDS),

qui ont réussi à imprimer leur marque en raflant respectivement trois et quatre conseillers. Nul ne sait, à ce stade, si le PDG entend concéder une place aux autres forces représentées au niveau du conseil municipal lors de la prochaine élection du bureau du conseil. A ce sujet, il y a lieu de rappeler que la consigne donnée à ses élus par le parti d'Alexandre Barro Chambrier est claire : "Aucun accord de cogestion avec le

PDG ou avec ses partis alliés ne sera admis. Aucun arrangement occulte tendant à une association de fait avec la majorité au pouvoir ne sera toléré". C'est dire, tel qu'édicte par la note d'orientation signée du président du RHM, "dans les localités où l'opposition véritable est minoritaire, les conseillers élus sur la liste RHM/UN doivent s'en tenir à leur statut d'opposition et jouer pleinement leur rôle de contrepoids à la majorité et de contrôle de l'action du

bureau". Dans tous les cas, même si le nom du maire central n'est pas encore connu, il reste que le PDG reste maître de la situation. Par ailleurs, on note une forte présence des jeunes au nombre de ces élus du parti au pouvoir. Une certitude toutefois : Michel Sezalory dont la gestion a connu des fortunes diverses, ne sera plus maire d'Akanda. Mais qui sera son successeur ? Réponse le 3 février prochain.